Fédération Syndicale Unitaire
www.fsu-cralpc.org

Déclaration préalable

des représentant.e.s FSU – CT du 6 novembre 2018

Cette réunion du Comité technique est la 23ème et dernière réunion de la mandature qui s'achève dans un mois tout juste.

C'est l'occasion de dresser un bilan du dialogue social au sein de notre collectivité, dont le comité technique est l'une des instances essentielles.

Commençons par le positif. Nous voulons dire ici que les échanges au sein du comité technique ont été d'un haut niveau. Chacun dans cette salle y a pris sa part, mais nous voulons souligner la place éminente que vous y avez prise Monsieur le questeur. En effet pour dialoguer il faut être au moins deux, et dans beaucoup de collectivités, y compris les plus grandes, le dialogue tourne court faute d'argument de la part des représentants de l'employeur, ce qui n'a pas été le cas bien au contraire à la Région.

Nous remercions également la DRH pour l'importance et la qualité du travail accompli pendant ces deux ans et demi. Ces effectifs doivent être renforcés afin de lui permettre de remplir encore mieux son rôle.

Nous exprimons aussi notre déception, et elle est profonde, quant aux résultats obtenus. Prenons deux exemples :

- L'organisation des services, dont nous avons débattu au moins à une quarantaine de reprises (selon le décompte de nos collègues de la CGT) en 2 ans et demi. Ce sont des dossiers déjà ficelés qui nous sont adressés, ce qui ne serait pas grave, si en amont une véritable concertation avait été conduite avec les agents, ce qui n'a hélas presque jamais été le cas. La réorganisation des services de l'inventaire et du patrimoine qui nous est présentée ce jour en est encore une fois une triste illustration. Le dialogue est toujours plus productif qu'un passage en force.
- La négociation relative à l'harmonisation des droits sociaux qui nous a occupés toute l'année 2017. Là encore le débat a été riche, mais force est de constater que les agents n'ont pas été entendus dans leur juste revendication d'égalité sur les primes (à grade et fonction égaux) qu'ils l'ont été encore moins sur le temps de travail, puisque leur employeur leur a renvoyé le message qu'ils ne travaillaient pas assez dans les services, en supprimant brutalement 1/6ème de leur congé annuel, et en niant les 200 000 heures supplémentaires effectuées et non payées.

Mais cela ne nous décourage pas et nous continuerons inlassablement à porter les mêmes messages parce que nous sommes convaincus qu'ils sont justes, en voici quelques-uns :

- Ecouter les agents, les consulter avant de prendre des décisions qui les concernent,
- Rééquilibrer l'organisation des services entre les 3 sites de Limoges, Poitiers et Bordeaux pour en finir avec l'hyper centralisation
- Remplacer les agents absents et renforcer les effectifs partout où cela est nécessaire
- Ré-internaliser les missions qui ont été privatisées

- Réduire la pénibilité physique mais aussi psychologique
- Débureaucratiser notre fonctionnement notamment en allégeant la pyramide hiérarchique
- Réaliser enfin l'égalité (notamment en matière indemnitaire) entre agents des 3 sites et entre agents des lycées et agents des services.

Néanmoins, nous savons que certains de ces messages ont été compris, et comme nous sommes d'incorrigibles optimistes, nous ne désespérons pas d'être entendus.

Nous croyons plus que jamais à la nécessité de renforcer le dialogue avec les agents, dans les lycées, les creps et les services.

Nous croyons plus que jamais au dialogue social, c'est pourquoi nous appelons les agents à saisir l'occasion des élections professionnelles en participant massivement d'ici le 6 décembre aux différents scrutins afin de donner le maximum de poids aux représentant.e.s qu'ils se seront choisis pour les 4 ans qui viennent.